
- Communiqué de presse

Syndicat SUD SANTE SOLIDAIRES

de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris

Communiqué de presse

conseil d'administration de l'AP-HP du 29 juin 2007

Contact :

Marie Christine FARARIK

Téléphone : 01 45 59 35 01

Fax: 01 45 59 38 02

sudsante.aphp@sap.ap-hop-paris.fr

Le conseil d'administration de l'AP-HP a approuvé le compte financier 2006, qui fait apparaître un excédent de 153,4 M d'euros !

Le syndicat Sud Santé Solidaire a voté contre ce résultat qui repose principalement sur une économie en matière de personnel : 2700 postes vacants n'ont pas été pourvus (essentiellement chez les paramédicaux, infirmiers, médico-techniques...).

Et pourtant l'activité a augmenté de + 2 % en hospitalisation complète et 3% en hospitalisation partielle ce qui donne une idée de l'augmentation de la charge de travail et de la détérioration des conditions de travail !

D'autre part, l'activité des soins de longue durée a diminué alors qu'il faudrait augmenter la capacité en lit pour faire face à la demande.

Nous ne pouvons nous satisfaire d'un bilan qui sur le plan comptable est en excédent mais qui socialement est une catastrophe.

Le nombre de jours dus aux agents correspond à plus de 4000 emplois, le nombre d'arrêts maladie ne cesse de croître et la qualité des soins est en baisse.

La grève de deux mois de l'hôpital Avicenne de Bobigny est en l'illustration.

Nous dénonçons les projets de la Direction Générale et du ministère, de diminuer la masse salariale, tout en augmentant d'autres dépenses.

La mise en place de la Tarification à l'Activité (T2A), inflationniste pour le budget de la sécurité sociale, n'apporte pas aux personnels les effectifs qu'ils seraient en droit d'attendre, et aggrave leurs conditions de travail.

C'est par la suppression massive d'emplois que l'AP-HP pourra continuer à financer ses activités.

Aujourd'hui, ce sont les laboratoires pharmaceutiques, les marchands d'appareillages médicaux et les cliniques privées qui sont les grands gagnants de cette réforme budgétaire qui va assécher les comptes de la sécurité sociale.

In fine, ce sont les assurés qui devront mettre encore la main à la poche, jusqu'à la disparition programmée de la sécurité sociale.

SUD Santé s'oppose au démantèlement de la protection sociale et condamne la Tarification à l'Activité qui transforme la santé en marchandise.